



Editorial : France et Algérie, quand la diplomatie vacille

Un brouillard diplomatique semble se produire dans les relations franco -algériennes. Ces derniers mois, une série d'expulsions et de contre-expulsions, dignes d'un match de tennis, illustre l'escalade des tensions entre les deux pays. Revenons au 30 juillet 2024, lorsque la France a officiellement reconnu le plan d'autonomie du Sahara occidental, soit la « marocanité du Sahara ». Un geste historique perçu par le royaume du Maroc comme un grand tournant significatif de ce conflit vieux de près d'un demi-siècle. Cependant, l'Algérie qualifie cette décision « inopportune et contre-productive » tout en rappelant son ambassadeur à Paris. Le Front Polisario soutenu par Alger, a accusé la France de soutenir une « occupation illégale »

Une question s'impose : sommes-nous face à une simple crise passagère ou à une rupture durable entre ces deux nations au destin lié ?

Arrestation et tensions sur les influenceurs

Une série d'événements s'est produite ces temps-ci semble être une énième forme de guerre diplomatique. Rappelons-nous que le gouvernement algérien a refusé le renvoi d'un influenceur algérien arrêté en France pour incitation à la violence. Cette personne nommée « Doualemn » sur Tik'Tok avait été expulsé vers son pays d'origine le 9 janvier dernier, mais l'Algérie l'a renvoyé le soir même de son arrivée en accusant la France « d'expulsion arbitraire » exécutée par une « extrême droite revancharde et haineuse ». De son côté, Bruno Retailleau a estimé qu'en renvoyant l'influenceur, l'Algérie cherche à humilier la France ». À l'heure actuelle, il est en rétention pour une durée de 26 jours comme l'a déclaré le procureur Jean-Baptiste Bladier.

À part le cas de Doualemn, la police française a arrêté quatre autres ressortissants algériens, décrits par les autorités comme des influenceurs sur les réseaux sociaux (tiktok), accusés d'avoir publié des vidéos en incitant à la violence contre des opposants du régime ou bien des « insultes envers la France » comme l'a affirmé Salma Bellamane qui a été placée en garde à vue.

Affaire Boualem Sensal

Un autre point d'achoppement est l'incarcération en Algérie de Boualem Sansal, écrivain franco-algérien âgé de 80 ans, accusé d'atteinte à la sûreté de l'État. Emmanuel Macron a dénoncé une détention « arbitraire » par les responsables algériens tandis que le président algérien Abdelmadjid Tebboune a qualifié Sansal d'« imposteur envoyé par la France ». Ce cas illustre la dimension personnelle et idéologique des tensions, où les élites des deux pays s'affrontent sur des symboles.

Perspectives historiques

Les relations entre Alger et Paris depuis 1962 deux soit après l'indépendance du territoire algérien semblerait plus ou moins difficile et complexe. On voit une certaine méfiance et du ressentiment entre les deux pays. Malgré l'effort de construire une relation de réconciliation à partir des années 1990, il y a des obstacles qui se heurtent.

L'absence d'excuses formelles pour la guerre d'indépendance et des divergences sur des questions mémorielles (comme les disparus de la guerre d'Algérie ou l'histoire de la bataille d'Alger) continuent d'alimenter des tensions.

Impacts et perspectives incertaines

Impacts sur l'Algérie

Avec la volonté de Gérard Darmanin de rompre les accords de 2013, garantissant un accès facilité aux visas pour la nomenklatura algérienne, la diaspora pourrait subir davantage de restrictions administratives comme la réduction et la complication de la délivrance des visas par exemple, nourrissant tensions et frustrations.

Des critiques internes pourraient croître, accusant le gouvernement d'échec diplomatique et qui amènerait à un deuxième hirak qui pourrait ne pas être comme le premier en 2019.

Il se pourrait qu'il y ait une baisse des investissements français en Algérie ce qui accentuerait les difficultés économiques du pays, déjà marqué par une dépendance aux hydrocarbures et l'absence d'une diversité économique.

Impacts sur la France

Si par exemple, les accords de 2013 sont rompus, la crise diplomatique pourrait renforcer les débats internes sur l'immigration et alimenter des discours politiques polarisants en France.

La France pourrait se voir privée d'importation de gaz si l'Algérie décide de fournir à d'autres pays européens ce qui réduirait l'accès français à une ressource cruciale dans un contexte énergétique tendu.

La France perdra un partenaire stratégique dans le cas où il y aurait les ruptures des coopérations sécuritaires, notamment dans la lutte contre le terrorisme au Sahel, ce qui affaiblira sa position en Afrique du Nord.

Enfin, le contraste entre la fermeté affichée envers l'Algérie et le silence après l'incident de l'été 2023 à Jérusalem-Est, où des gendarmes français ont été arrêtés par des policiers israéliens, soulève des questions sur la cohérence de la diplomatie française. Ce « deux poids, deux mesures » nuit à la crédibilité de la France et alimente les critiques au Maghreb.

Conclusion :

La crise entre ces deux pays reflète des fractures profondes et des maladresses de part et d'autre. La France, qui adopte une fermeté envers Alger à l'inverse avec d'autres partenaires tel qu'israélo-palestinienne. Qu'il s'agisse de la sécurité régionale, de la gestion des flux migratoires ou du développement économique, les défis communs sont d'une importance capitale pour être sacrifiés sur l'autel des divergences politiques. C'est peut-être l'occasion pour la France et l'Algérie de réinventer une relation plus équilibrée et durable, mais cela nécessitera des gestes forts et une réelle volonté de part d'autre.